

**Détection, inspection et  
cartographie des réseaux du  
Shom**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
ACCORD-CADRE N° 25AC17**

Numéro de consultation : Shom-25AC17

Procédure de passation : Procédure adaptée conformément à l'article R.2123-1 du code de la commande publique

## Table des matières

Article 1 -	Identification.....	4
Article 2 -	Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 3 -	Forme et étendue de l'accord-cadre .....	4
Article 4 -	Durée de l'accord-cadre .....	4
Article 5 -	Lieu d'exécution.....	4
Article 6 -	Documents contractuels .....	4
Article 7 -	Modalités d'exécution des prestations.....	5
7.1	Représentation des parties .....	5
7.2	Conditions d'exécution.....	5
7.3	Obligations du titulaire .....	7
7.4	Pilotage des prestations.....	8
7.5	Echange et relecture des livrables .....	8
7.6	Considérations sociales .....	8
7.7	Considérations environnementales .....	8
7.8	Conflit d'intérêts.....	8
7.9	Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense (site du Shom à Brest) 9	
7.10	Conditions de travail pour les prestations exécutées sur le site du Shom.....	9
Article 8 -	Clauses de réexamen .....	9
Article 9 -	Constatation de l'exécution des prestations et admission .....	10
Article 10 -	Garanties .....	11
Article 11 -	Pénalités .....	11
11.1	Pénalités de retard .....	11
11.2	Pénalité en cas d'absence à une réunion programmée.....	12
11.3	Pénalités pour travail dissimulé.....	12
11.4	Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant.....	12
11.5	Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.....	12
Article 12 -	Régime financier .....	12
12.1	Forme et contenu des prix .....	12
12.2	Avances .....	13
12.3	Modalités financières .....	13
12.4	Nantissement et cession de l'accord-cadre.....	13
12.5	Intérêts moratoires .....	13
12.6	Modalités de facturation .....	14
Article 13 -	Propriété intellectuelle.....	15

13.1	Résultats .....	15
13.2	Utilisation des résultats .....	15
13.3	Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats .....	15
13.4	Connaissances antérieures .....	16
13.5	Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances antérieures ..	16
13.6	Garantie des droits .....	16
13.7	Prix des droits .....	16
Article 14 -	Dispositions diverses .....	16
14.1	Langue .....	16
14.2	Sous-traitance.....	16
14.3	Autres obligations administratives .....	17
14.4	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	18
14.5	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	20
14.6	Assurances .....	21
14.7	Résiliation.....	22
14.8	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	22
14.9	Différends .....	22
14.10	Litiges et contentieux .....	22
14.11	Médiation .....	22
Article 15 -	Dérogations .....	22

## **Article 1 - Identification**

EPA Shom - Etablissement public à caractère administratif, sous tutelle du ministère des armées  
13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 BREST Cedex 2

France

N° Siret : 130 003 981 00011

Représenté par son Directeur général ou un délégataire habilité.

## **Article 2 - Objet de l'accord-cadre**

L'accord-cadre a pour objet la détection, l'inspection et la cartographie des réseaux du Shom sur le site du Bergot.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code CPV de la consultation : 71530000 - Services de conseil en construction.

## **Article 3 - Forme et étendue de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre se décompose en prestations forfaitaires (postes 1 à 6) et en prestations à bons de commande (prix unitaires de 01 à 23).

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 143 000 € HT.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## **Article 4 - Durée de l'accord-cadre**

Les prestations s'exécutent conformément au planning présenté au mémoire technique, dans un délai global maximum de 2 ans à compter de la date de notification.

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

## **Article 5 - Lieu d'exécution**

La mission du titulaire s'exécute sur le site du Shom situé 13 rue du Chatellier à Brest (dept 29).

Il est précisé que le site du Shom est une enceinte militaire.

## **Article 6 - Documents contractuels**

L'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire / bordereau des prix unitaires ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire y compris le mémoire technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre constitué des documents contractuels désignés supra exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

## **Article 7 - Modalités d'exécution des prestations**

### **7.1 Représentation des parties**

#### **7.1.1 Représentation de l'acheteur**

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

#### **7.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné en précisant son identité et ses références.

### **7.2 Conditions d'exécution**

#### **7.2.1 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un

nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

### 7.2.2 Délais d'exécution

Le délai global d'exécution est de 2 ans maximum à compter de la date de notification. Les délais de remise des livrables pour chaque poste technique sont conformes aux délais précisés au mémoire technique.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG/PI.

### 7.2.3 Emission et exécution des bons de commande

L'acheteur adresse les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins. Ils sont passés sur la base du bordereau de prix unitaires.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture) ;
- le code du service en charge du paiement ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- la date de livraison prévisionnelle ;
- le délai d'exécution de la prestation.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

### 7.2.4 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

## 7.3 Obligations du titulaire

### 7.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

### 7.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### 7.3.3 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

### 7.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

#### **7.4 Pilotage des prestations**

Les réunions de travail sont précisées à l'article 7 du CCTP et sont incluses dans les prix forfaitaires de l'accord-cadre des prestations.

Les réunions d'avancement sont ajoutées aux bons de commande et facturées selon le BPU.

#### **7.5 Echange et relecture des livrables**

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

#### **7.6 Considérations sociales**

Le présent marché ne comprend pas de considérations sociales.

#### **7.7 Considérations environnementales**

- Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des exigences environnementales comme condition d'exécution.
- Bilan des émissions de gaz à effet de serre :

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante :

<http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom, engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

#### **7.8 Conflit d'intérêts**

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à



l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### **7.9 Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense (site du Shom à Brest)**

- Accès du personnel étranger n'appartenant pas à un pays de l'Union européenne :

L'accès du personnel étranger hors Union européenne dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité.

Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire. Il fournira à la personne responsable du contrat les éléments suivants :

- Nom,
- Prénom,
- Date et lieu de naissance,
- Adresse complète,
- N° de CNI ou de passeport,
- Date et lieu de délivrance de la pièce d'identité.

Le résultat de l'enquête conditionne l'accès du représentant du titulaire sur le site et nécessite un délai d'au moins 2 semaines.

Le titulaire reconnaît avoir tenu compte de ce délai pour l'organisation de ses prestations dans le cadre du délai contractuel.

Même après enquête, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le Shom, d'une demande au moins 3 jours à l'avance.

- Accès du personnel français ou étranger appartenant à un pays de l'Union européenne :

La procédure est identique au paragraphe précédent mais avec un délai d'une semaine.

### **7.10 Conditions de travail pour les prestations exécutées sur le site du Shom**

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à respecter et à faire respecter toutes les consignes applicables sur le site du Shom. La plus grande correction et la plus grande réserve sont exigées. Les intervenants sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle et ne doivent révéler à quiconque les faits ou informations dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la prestation.

Les prestations exécutées dans les locaux du Shom doivent être réalisées aux heures d'ouverture de l'établissement.

Le titulaire est responsable de l'application scrupuleuse des règles d'hygiène et de sécurité du travail. Les intervenants doivent porter un insigne spécifique de leur entreprise et le badge remis par le Shom.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit en informer l'assistant de prévention du site Brest-Bergot du Shom.

Les intervenants ont la possibilité de prendre leur déjeuner au restaurant du Shom, au tarif visiteur.

## **Article 8 - Clauses de réexamen**

En cas de circonstance que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
- en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la prestation ou l'organisation de la prestation ;
- si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et mesurables.

Les conditions du présent accord-cadre pourront ainsi être réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution. En outre le titulaire est tenu de demander en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Sauf décision expresse du maître d'ouvrage, la mission du titulaire se poursuit sans incidence sur les conditions initiales du présent accord-cadre.

#### Cas d'une suspension des prestations suite à la survenance de circonstances imprévisibles :

Dans un délai maximum de deux semaines à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG/PI.

## **Article 9 - Constatation de l'exécution des prestations et admission**

A l'issue de la vérification qualitative de chaque livrable attendu, le Shom prend les décisions d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : le Shom reconnaît la conformité des prestations aux stipulations de l'accord-cadre.
- Ajournement : le Shom estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire. En cas d'ajournement, la décision transmise au titulaire précisera le délai qu'il devra respecter pour la mise au point des livrables concernés.
- Admission avec réfaction : le Shom estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, le Shom prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées ;
- Rejet : le Shom estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il

notifie une décision motivée de rejet.

Chaque livrable doit être transmis au Shom par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG/PI, toutes les décisions du Shom sont notifiées au titulaire dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de réception du livrable. Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision d'admission.

## **Article 10 - Garanties**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 30 du CCAG/PI.

Cette garantie s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## **Article 11 - Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### **11.1 Pénalités de retard**

Le délai de fourniture des livrables à compter de la réunion de lancement, est précisé au mémoire technique.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, en cas de retard dans la présentation des livrables, le titulaire subit une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Il n'y aura pas d'exonération de pénalités de retard

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

## **11.2 Pénalité en cas d'absence à une réunion programmée**

Le titulaire doit impérativement être présent aux réunions programmées et pour lesquelles il aura été convoqué. En complément de l'article 14 du CCAG/PI, en cas d'absence à une telle réunion, le titulaire encourt une pénalité d'un montant forfaitaire fixée à 150 euros HT par absence, sans exonération.

## **11.3 Pénalités pour travail dissimulé**

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

## **11.4 Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant**

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il peut être fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT.

## **11.5 Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail**

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire : sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

La liste des documents à fournir est indiquée à l'article 14.3 « Autres obligations administratives ».

A défaut le titulaire s'expose à l'application sans mise en demeure, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par semaine de retard à compter de la demande de régularisation émise par le Shom.

# **Article 12 - Régime financier**

## **12.1 Forme et contenu des prix**

L'accord-cadre sera traité conformément à la décomposition des prix forfaitaires / bordereau des prix unitaires, pour les prestations réellement réalisées. Les prix du présent accord-cadre sont fermes.

Les prix sont complets. Ils comprennent :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent de l'accord-cadre ;
- les droits de propriété intellectuelle ;
- la participation aux réunions et visites nécessaires à l'exécution des prestations (sauf

réunions d'avancement (7.2 du CCTP) ;

- la fourniture des livrables tels que décrits dans le CCTP (Article 4.4) ;
- tous les frais annexes y compris les frais d'envoi de documents, de déplacement, de mise en œuvre des moyens matériels et d'hébergement des intervenants ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

## **12.2 Avances**

Aucune avance n'est prévue au titre du présent accord-cadre.

## **12.3 Modalités financières**

### **12.3.1 Répartition des paiements**

Le paiement des prestations intervient après admission de chaque prestation détaillée au CCTP.

### **12.3.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

L'accord-cadre ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

## **12.4 Nantissement et cession de l'accord-cadre**

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances.

## **12.5 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## 12.6 Modalités de facturation

La facturation des prestations aux prix unitaires seront détaillées par linéaires et quantités effectuées selon la planification des interventions établies (5.1 et 5.2 du CCTP).

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

### 12.6.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre (25AC17) ;
- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le numéro d'engagement juridique.

### 12.6.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 12.6.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 12.6.4 Transmission des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les factures seront transmises à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/> (code service exécutant : FACTURES\_FOURNISSEURS).

En cas de sous-traitance partielle, la plateforme CHORUS permet au sous-traitant d'enregistrer directement sa facture, la procédure à respecter est la suivante :

- Etape 1 : le sous-traitant doit transmettre sa demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace + Factures émises. Il doit identifier le titulaire dans le champ + Titulaire, et renseigner les informations demandées. En tant que sous-traitant celui-ci devra indiquer dans le cadre de facturation, le code A9. A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.
- Etape 2 : Suite au dépôt de la facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que son sous-traitant a émis une facture en qualité de sous-traitant.
- Etape 3 : Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace + Facture à valider, de Chorus Pro. En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite. En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au Shom qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou rejeter la demande de paiement.
- Etape 4 : Une fois la validation de la facture effective, le Shom reçoit dans l'espace + Facture reçues, la demande paiement.

- Etape 5 : Le règlement de la facture par le Shom reste inchangé.

Pour de plus amples renseignements, les informations complémentaires peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr/>

## **Article 13 - Propriété intellectuelle**

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent marché fait application des articles 32 à 35 du CCAG/PI.

### **13.1 Résultats**

Les résultats désignent tous les livrables, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre, et définis dans le CCTP.

### **13.2 Utilisation des résultats**

Les résultats sont utilisés par le Shom en interne, pour le suivi des opérations de travaux et de maintenance des bâtiments du site. Ils sont susceptibles d'être communiqués à des tiers et notamment aux maîtres d'œuvre, aux autres intervenants dans le cadre des assistances à maîtrise d'ouvrage, des travaux ou services de maintenance et à tout magistrat en cas de contentieux. Ils peuvent par ailleurs être communiqués via le profil acheteur du Shom dans le cadre des consultations de marchés publics.

### **13.3 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats**

Conformément à l'article 35.1 du CCAG/PI, le titulaire concède au Shom les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au paragraphe ci-dessus " Utilisation des résultats ".

Les droits d'utilisation comprennent notamment le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- dupliquer et communiquer notamment aux intervenants de l'opération et aux utilisateurs de l'ouvrage ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Cette concession de droits est effective pour la France métropolitaine et pour une durée de 30 ans.

### **13.4 Connaissances antérieures**

Conformément aux articles 32.2 et 32.3 du CCAG/PI, les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre de l'accord-cadre mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment de l'accord-cadre, tels que notamment, les notes de calcul et notes techniques, les études, croquis et dessins, plans, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les avis utiles à la réalisation et à l'exploitation, y compris par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages visés par le présent marché, et plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection par des droits de propriété intellectuelle, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité, et qui appartiennent au Shom, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG/PI, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre. Une synthèse des connaissances antérieures utilisées pourra être demandée par le maître d'ouvrage, en fin d'exécution.

### **13.5 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances antérieures**

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG/PI s'appliquent au présent marché.

### **13.6 Garantie des droits**

La garantie des droits s'exerce conformément à l'article 35.4.2 du CCAG/PI.

### **13.7 Prix des droits**

Les droits de propriété intellectuelle, sont inclus forfaitairement dans les prix forfaitaires de l'accord-cadre, sans exception.

## **Article 14 - Dispositions diverses**

### **14.1 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **14.2 Sous-traitance**

La sous-traitance de la totalité du contrat est interdite.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter au Shom son sous-traitant par le biais de la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 accessible en ligne à l'adresse suivante : [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)) signée du titulaire et du sous-traitant.

Cet acte mentionne : la nature des prestations concernées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.



Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise de la déclaration de sous-traitance et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique. Le paiement direct dès 600 euros TTC s'applique à tous les sous-traitants. Avant transmission de la facture, celle-ci doit être validée du titulaire.

### **14.3 Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution du contrat et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du contrat doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail :

- l'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- l'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois ;
- l'attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile professionnelle) ;
- l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale ;
- la liste nominative des éventuels salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article d8254-2 du code du travail.

Ces documents sont déposés et régulièrement mis à jour par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

En cas de sous-traitance, ces documents seront impérativement déposés sur la plate-forme par le sous-traitant. Cette disposition conditionne l'agrément du sous-traitant par le Shom.

#### **14.4 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

##### **a) Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

##### **b) Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

#### c) Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

#### d) Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du lot concerné de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

#### e) Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande/marché subséquent

L'annulation d'un bon de commande/marché subséquent par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

f) Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

g) Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

h) Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

## 14.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par

conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **14.6 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit :

- justifier être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.
- avoir contracté une assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code civil.

A ce titre le titulaire du présent accord-cadre doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra en outre s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Le titulaire s'engage à remettre sur simple demande écrite du maître d'ouvrage, une attestation en cours de validité, tout au long de l'exécution du présent accord-cadre et à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

#### **14.7 Résiliation**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En complément, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue à l'accord-cadre, sous réserve de l'admission des résultats concernés et de leur paiement.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions des articles 36 à 40 du CCAG/PI.

#### **14.8 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/PI.

#### **14.9 Différends**

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article R.2197 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est constitué des médiateurs délégués régionaux, accessibles sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>.

#### **14.10 Litiges et contentieux**

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif auquel est rattaché le domicile de la personne publique (tribunal administratif de Rennes).

Tout litige dans le cadre du présent accord-cadre, pour les questions relatives à la propriété intellectuelle, est soumis au tribunal judiciaire de Brest.

#### **14.11 Médiation**

Le médiateur des entreprises peut être saisi par les acteurs économiques tant publics que privés.

Les informations sont accessibles sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

### **Article 15 - Dérogations**

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG/PI auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
11.1	14	Pénalités de retard